



Qu'est-ce que le mur budgétaire ?

En 2008, les États-Unis ont subi une importante crise financière. Pour relancer l'économie, ils ont décidé d'augmenter fortement les dépenses publiques et de diminuer les impôts. Des réductions d'impôts avaient d'ailleurs déjà été mises en place avant 2008.

Augmenter les dépenses publiques permet à l'état d'investir dans de nouveaux projets. Les entreprises augmentent alors leur production pour répondre à cette demande. Elles augmentent ainsi leur chiffre d'affaires et peuvent embaucher de nouveaux salariés ou augmenter les salaires. Ainsi, les ménages bénéficient de revenus plus importants pour consommer. Ils contribuent donc eux-mêmes à la croissance des entreprises. Ce cercle vertueux est renforcé par la baisse des impôts qui augmente encore le pouvoir d'achat des ménages. On parle d'un plan de relance keynésien. La réduction des taxes sur les revenus peut également motiver les ménages à travailler plus et inciter les entreprises à embaucher.

Cependant, de telles politiques doivent être limitées dans le temps car elles creusent le déficit budgétaire d'un État, en augmentant plus vite ses dépenses que ses recettes. Elles peuvent donc accroître la dette publique.

Aux États-Unis, la plupart des mesures de relance instaurée en 2008 et auparavant arrivaient à échéance fin 2012. Les États-Unis allaient retrouver un niveau d'impôt élevé et de nombreuses dépenses allaient baisser brutalement : c'est ce que l'on appelle le mur budgétaire.

Selon certains économistes, les États-Unis auraient pu connaître une baisse de 0,5% du PIB (Produit Intérieur Brut).



Les politiciens ont donc proposé fin décembre 2012 le prolongement de certaines mesures comme le prolongement d'un an de l'assurance chômage pour deux millions d'américains sans emploi, ou une baisse plus progressive de certains budgets comme celui de la défense. Pour cela, les États-Unis ont besoin d'emprunter à nouveau.

Cependant, aux États-Unis, il existe un plafond de dette publique qui ne peut être dépassé sans l'accord du congrès américain. Le 31 décembre 2012, la dette américaine représentait environ 16 400 milliards de dollars, soit le plafond légal. Fin janvier 2013, le congrès américain a donc voté une « suspension » temporaire du plafond jusqu'au 18 mai 2013. D'ici là, le congrès devra fixer un nouveau plafond, qui déterminera la marge de manœuvre dont disposeront les États-Unis pour établir leur prochain budget.

Ces négociations politiques sont très suivies sur les marchés financiers puisqu'elles affectent la capacité de remboursement des États-Unis ainsi que leur croissance économique, déterminante pour la croissance économique mondiale.